

**DECRET N° 99-421 DU 31 AOUT 1999**

Portant ratification de l'accord de prêt n°199 G  
signé le 18 novembre 1998 entre la République  
du Bénin et la Banque Islamique de Développement  
(BID) dans le cadre du financement du projet de  
construction de deux (02) écoles de formation  
professionnelle.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT**

- Vu** la Loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la  
République du Bénin ;
- Vu** la Loi n° 99-22 du 02 août 1999 portant autorisation de ratification de l'Accord  
de prêt n° 199 G signé le 18 novembre 1998 entre la République du Bénin et  
la Banque Islamique de Développement (BID) dans le cadre du financement  
du projet de construction de deux (02) écoles de formations professionnelles ;
- Vu** la Proclamation le 1er avril 1996 par la Cour constitutionnelle des  
résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- Vu** le Décret n° 99-309 du 22 juin 1999 portant composition du  
Gouvernement ;

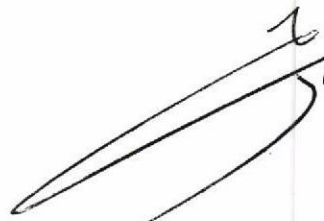
**D E C R E T E**

**Article 1er.** - Est ratifié, l'Accord de prêt n°199 G signé le 18 novembre 1998 entre la  
République du Bénin et la Banque Islamique de Développement (BID) dans le cadre  
du financement du projet de construction de deux (02) écoles de formation  
professionnelle et dont le texte se trouve ci-joint.

**Article 2.-** Le présent Décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 31 août 1999.

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



**MATHIEU KEREKOU.-**

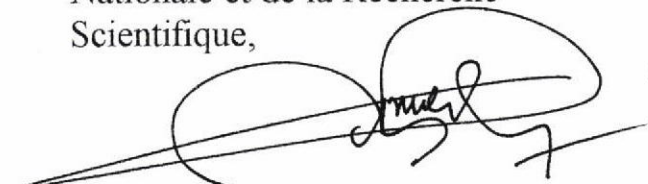
Le Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination  
de l'Action Gouvernementale, du Plan, du  
Développement et de la Promotion de l'Emploi,



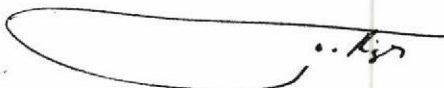
**Bruno AMOUSSOU.-**

Le Ministre de l'Education  
Nationale et de la Recherche  
Scientifique,

Le Ministre des Finances et  
de l'Economie,



**Damien Zinsou Modéran ALAHASSA.-**



**Pierre John IGUE.-**  
Ministre intérimaire

Le Ministre de la Fonction Publique, du  
Travail et de la Réforme Administrative,



**Ousmane BATOKO.-**

**AMPLIATIONS.-** PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 CES 2 HAAC 2 MECCAG-PDPE 4  
MFE 4 MENRS 4 MFPTRA 4 AUTRES MINISTRES 16 SGG 4  
DEPARTEMENTS 6 DGBM-DCF-DSDV-DTCP-DI 5 EN-DAN-INSAE 3  
UNB- FASJEP-ENA 3 IGAA 1 JO 1.-

**ACCORD DE PRÊT**

ENTRE

**LE GOUVERNEMENT DE  
LA REPUBLIQUE DU BENIN**

ET

**LA BANQUE ISLAMIQUE DE  
DEVELOPPEMENT**

**POUR LE FINANCEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION  
DE DEUX ÉCOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE.**

DD-W95-ACPBENIN  
09/11/98-EA

ACCORD DE PRÊT  
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN  
ET LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT POUR LE  
FINANCEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION DE DEUX ÉCOLES  
DE FORMATION PROFESSIONNELLE

-----

Accord de Prêt conclu le

141. H

correspondant au

199. G

ENTRE

Le Gouvernement de la République du Bénin dénommé ci-après "l'EMPRUNTEUR"

ET

La Banque Islamique de Développement dénommée ci-après la "BANQUE".

ATTENDU que l'EMPRUNTEUR a demandé à la BANQUE de contribuer au financement du Projet de construction de deux écoles de formation professionnelle (dénommé ci-après le "PROJET") tel qu'il est décrit dans l'Annexe 2 du présent Accord en lui accordant un Prêt dont le montant est précisé ci-après ;

ATTENDU que l'un des objectifs de la BANQUE est d'aider les Pays Membres en leur accordant des Prêts destinés à financer les programmes de développement des Pays Membres ;

ATTENDU que le Projet est jugé techniquement bien conçu, économiquement et financièrement viable ;

ATTENDU que la BANQUE, sur la base de tout ce qui précède a accepté d'accorder un Prêt à l'EMPRUNTEUR aux conditions énoncées dans le présent Accord ;

EN CONSÉQUENCE, les parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit :

## ARTICLE - I CONDITIONS GÉNÉRALES - DÉFINITIONS

### Section 1.01 - Conditions générales -

Les parties au présent Accord consentent à l'application de toutes les dispositions des conditions générales applicables aux Accords de Prêt et de Garantie établies par la BANQUE le 8/11/1976, (dénommées ci-après les "Conditions Générales") qui auront la même force obligatoire et produiront les mêmes effets comme si elles faisaient partie intégrante du présent Accord.

### Section 1.02 - Définitions -

A chaque fois que les termes définis dans les Conditions Générales sont utilisés dans le présent Accord, ils garderont la même signification indiquée dans les Conditions Générales, à moins que le contexte ne l'exige autrement. Les autres termes utilisés dans le présent Accord ont les significations suivantes :

- a) Date d'Entrée en Vigueur signifie la date d'entrée en vigueur de l'Accord déclarée par la BANQUE et notifiée à l'EMPRUNTEUR.
- b) L'Agence d'Exécution signifie le Ministère de l'Éducation, à travers la Direction du Plan, responsable de l'exécution de la gestion et de l'Administration du Projet.
- c) "Projet" et toutes références à ses "composantes", signifie le Projet et ses éléments tels que décrits dans l'Annexe II du présent Accord.

## **ARTICLE - II**

### **LE PRÊT**

#### **Section 2.01 - Montant -**

La BANQUE accorde un Prêt à l'EMPRUNTEUR d'un montant total ne dépassant pas D.I. 5.770.000/- dont D.I. 3.810.000/- (trois millions huit cent dix mille dinars islamiques) seront prélevés sur les ressources ordinaires de la BANQUE et D.I. 1.960.000/- (un million neuf cent soixante mille dinars islamiques) seront prélevés sur le compte spécial pour les Pays Membres de la BANQUE les moins développés. Le dinar islamique, tel que défini à l'Article 4 (1) (A) de l'Accord portant création de la BANQUE, est égal à une unité de Droits de Tirages Spéciaux du Fonds Monétaire International.

#### **Section 2.02 - Acquisition des biens et services -**

Les contrats de biens et services qui sont financés sur les ressources du présent Prêt sont conclus conformément aux procédures déterminées par la BANQUE à moins que celle-ci n'en décide autrement, étant entendu que l'EMPRUNTEUR doit se conformer aux listes établies ou qui seront établies par l'Organisation de la Conférence Islamique relatives au boycott d'Israël.

## **ARTICLE - III**

### **REMBOURSEMENT DU PRÊT, PAIEMENT DES CHARGES**

#### **ADMINISTRATIVES ET LIEU DE PAIEMENT**

#### **Section 3.01 - Remboursement du Prêt -**

L'EMPRUNTEUR s'engage à rembourser le montant du Prêt de la manière suivante :

(a) en ce qui concerne le Prêt prélevé sur les ressources ordinaires de la BANQUE, sur une période de vingt cinq (25) ans, comprenant une période de grâce de sept (7) ans qui commence à courir à compter de la date de signature du présent Accord au moyen de trente six (36) versements semestriels, égaux et consécutifs tel que cela figure en Annexe I A du présent Accord.

(b) en ce qui concerne le Prêt prélevé sur le compte spécial pour les Pays Membres de la BANQUE les moins développés, sur une période de trente (30) ans comprenant une période de grâce de dix (10) ans qui commence à courir à compter de la date de signature du présent Accord au moyen de quarante (40) versements semestriels, égaux et consécutifs tel que cela figure en Annexe I C du présent Accord.

**Section 3.02 - Paiement des Charges Administratives -**

(a) L'EMPRUNTEUR s'engage à payer à la BANQUE les charges administratives de la manière suivante :

- (i) en ce qui concerne le Prêt prélevé sur les ressources ordinaires de la BANQUE, des charges administratives estimées provisoirement à la somme de DI 317.856 tel que cela figure en Annexe I B du présent Accord
- (ii) en ce qui concerne le Prêt prélevé sur le compte spécial pour les Pays Membres de la BANQUE les moins développés, des charges administratives estimées provisoirement à la somme de DI 191.296 tel que cela figure en Annexe I D du présent Accord.

(b) Il est convenu entre les parties au présent Accord que le montant des charges administratives mentionné dans le paragraphe (a) (i) et (ii) ci-dessus, n'est qu'une estimation provisoire basée sur la durée initialement prévue pour l'exécution du Projet et sur le décaissement total du montant du Prêt. Le montant effectif des charges administratives sera recalculé après l'achèvement du Projet et ne doit en aucun cas dépasser :

- (i) le montant équivalent au calcul sur la base d'un pourcentage annuel de 2,5 % (deux virgule cinq pour cent) pour le Prêt prélevé sur les ressources ordinaires de la BANQUE
- (ii) le montant équivalent au calcul sur la base d'un pourcentage annuel de 0,75 % (zéro virgule soixante quinze pour cent) en ce qui concerne le Prêt prélevé sur le compte spécial pour les Pays Membres de la BANQUE les moins développés.

(c) Les charges administratives sont dues à compter de la date d'engagement telle qu'elle est définie au Paragraphe 9.02 du présent Accord.

**Section 3.03 - Lieu de paiement -**

Tous les paiements, y compris le remboursement du Prêt seront considérés comme dûment effectués lorsque les sommes représentant ces paiements seront inscrites dans un compte spécifié à cet effet par la BANQUE.

**Section 3.04 -**

Sans préjudice des dispositions du Paragraphe 3.03 ci-dessus toutes les sommes dues, seront considérées comme dûment payées à la "BANQUE" lorsque l'une des banques citées ci-dessous aura confirmé à la BANQUE qu'elle a reçu ce paiement à l'un des comptes de la Banque Islamique de Développement cités ci-après :

a) Si le paiement est à effectuer en US \$ :

(i) Compte N° 00159111

Saudi International Bank

99 Bishopsgate, London EC 2 M 3TB

N° Télex : 8812261/8812262

(ii) Compte N° B 10507

Arab Banking Corporation

P.O. BOX : 5698, Manama, Bahrain

Télex N° 9385, 9431/2/3 - 9442 ABCBAH BN

b) Si le paiement est à effectuer en Francs Français :

Compte N° 96965.9.001.00

Union de Banques Arabes et Françaises (UBAF)

190, Avenue Charles de Gaulle

92523 Neuilly Cédex, France

Télex N° 610334 UBAFRA

c) Si le paiement est à effectuer en Livres Sterling :

Compte N° 708372

Gulf International Bank

2 - 6 Canon Street, London EC 4M 6XP

Télex N° 8813326 - 8812889.

#### ARTICLE - IV

### DÉCAISSEMENTS ET UTILISATION DES RESSOURCES DU PRÊT

#### Section 4.01 - Décaissements -

L'EMPRUNTEUR peut retirer le montant du Prêt conformément à l'Annexe III du présent Accord ainsi qu'aux dispositions des "Conditions Générales" et aux procédures de décaissement de la Banque et ce pour les besoins du Projet définis dans le présent Accord, étant entendu que ces décaissements seront utilisés dans les limites des montants raisonnables pour d'obtention des biens et services financés dans le cadre du présent Accord.

#### Section 4.02 - Délai pour demander le premier décaissement -

Si l'EMPRUNTEUR ne présente pas à la BANQUE la demande du premier décaissement dans un délai de 180 jours à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord ou à compter d'une date ultérieure convenue entre l'EMPRUNTEUR et la BANQUE, celle-ci pourra résilier le présent Accord moyennant préavis donné à l'EMPRUNTEUR.

#### Section 4.03 - Date limite de décaissement -

La date du 31/12/2002 ou une date ultérieure convenue entre l'EMPRUNTEUR et la BANQUE, est considérée comme étant la date de Clôture de décaissement du prêt pour les besoins du Paragraphe (c) de la Section 6.03 des Conditions Générales.

#### Section 4.04 - Utilisation des ressources du Prêt -

L'EMPRUNTEUR s'engage à utiliser les montants décaissés en vertu du présent Accord exclusivement pour les besoins du Projet financé par la BANQUE.

**ARTICLE - V**  
**EXÉCUTION DU PROJET**

**Section 5.01 -**

L'EMPRUNTEUR s'engage :

(a) à exécuter et à conduire par l'intermédiaire de l'Agence d'Exécution les opérations et activités du Projet avec toute la diligence l'efficacité nécessaires suivant les normes administratives, financières et d'ingénierie adéquates, sous le contrôle d'une direction et d'un personnel suffisamment qualifié et expérimenté et ce conformément aux programmes d'investissement, aux prévisions budgétaires, aux plans et spécifications présentés à la BANQUE et approuvés par celle-ci.

(b) à soumettre à la BANQUE, pour approbation et ce, dans les détails que la BANQUE pourrait raisonnablement demander, toute modification substantielle à apporter aux prévisions budgétaires, aux spécifications afférentes au Projet ainsi que toute modification importante à tout contrat de biens et services relatifs à l'exécution du Projet.

**Section 5.02 -**

Sans préjudice des autres obligations de l'EMPRUNTEUR en vertu du présent Accord, l'EMPRUNTEUR accorde à la BANQUE un délai raisonnable pour lui permettre de donner son avis sur toutes modifications substantielles ou toute prorogation des délais impartis mentionnés dans les contrats de biens et services relatifs à l'exécution du Projet.

**ARTICLE - VI**  
**CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES PRÉALABLES A**  
**TOUT DÉCAISSEMENT EFFECTUE PAR LA BANQUE**

**Section 6.01 -**

- Avant de présenter la première demande de décaissement, l'EMPRUNTEUR devra indiquer la procédure d'appel d'offres à suivre ou qu'il se propose de suivre en vertu de la Section 2.02 du présent Accord en vue d'obtenir l'approbation préalable de la BANQUE.

**ARTICLE - VII**  
**CONDITIONS PARTICULIÈRES**

**Section 7.01 -**

L'EMPRUNTEUR s'engage en cas de besoin, à rendre disponible toutes les sommes nécessaires, pour l'exécution, du Projet y compris les besoins du Projet en monnaie locale ainsi que tout dépassement, du coût estimatif du Projet et ce conformément aux Termes et Conditions acceptables pour la Banque.

**Section 7.02 -**

A moins que la BANQUE ne décide autrement, l'acquisition des biens et services se fera de la manière suivante :

- (a) Le Consultant chargé des études et de la supervision sera sélectionné conformément aux Procédures de la BANQUE et sera limité aux bureaux d'étude des Pays-Membres.
- (b) L'entreprise chargée des travaux ainsi que le fournisseur du mobilier sera choisi sur la base d'un appel d'offres local.
- (c) Le Fournisseur des Équipements sera sélectionné sur la base d'un Appel d'offres international.
- (d) Le Consultant chargé de l'Assistance Technique sera recruté conformément aux règles et procédures de la BANQUE.

L'EMPRUNTEUR devra obtenir l'approbation préalable de la BANQUE pour toute attribution de Marché ou pour la conclusion de tout Contrat dont le montant excède l'équivalent de cent cinquante mille (150 000) dinars islamiques.

**Section 7.03 -**

L'EMPRUNTEUR, fournira après approbation, à la BANQUE les études, plans relatifs au Projet, ainsi que les spécifications et programme d'exécution et tout autre amendement substantiel ultérieur et ce sur la base de précisions que la BANQUE pourrait demander périodiquement.

**Section 7.04 -**

L'EMPRUNTEUR tiendra des registres appropriés indiquant la nature des biens financés par le Prêt, l'utilisation qui en a été faite dans le cadre du Projet, et l'état d'avancement des travaux du Projet. De tels registres seront tenus et maintenus conformément aux principes comptables reconnus et devront refléter d'une manière fiable les opérations d'exécutions ainsi que la situation financière de l'Agence d'Exécution.

**Section 7.05 -**

L'EMPRUNTEUR s'engage à accorder toutes les facilités requises permettant aux représentants autorisés de la BANQUE d'effectuer des visites, liées au Prêt, à l'exécution du Projet, ainsi qu'à la vérification des stocks et tout document ayant trait à l'exécution du Projet. L'EMPRUNTEUR s'engage à fournir à la BANQUE, tous les renseignements que celle-ci pourrait raisonnablement demander concernant l'utilisation du Prêt, la situation et le fonctionnement du Projet l'état des stocks ainsi que la situation financière de l'Agence d'Exécution.

**Section 7.06 -**

L'EMPRUNTEUR s'engage, dans le cadre de l'exécution et du fonctionnement du Projet, à prendre toutes les mesures appropriées acceptées par la BANQUE permettant à l'Agence d'Exécution de fonctionner conformément aux normes techniques admises pour atteindre les objectifs du Projet tant sur la forme que sur le fond, de même que l'EMPRUNTEUR s'engage à accorder à l'Agence d'Exécution toute autorité nécessaire lui permettant d'assurer, avec diligence et efficacité l'exécution, l'administration et le fonctionnement du Projet.

**Section 7.07 -**

L'EMPRUNTEUR s'engage à assurer, lui-même ou par le biais d'un tiers, les biens financés par le Prêt auprès des Compagnies d'Assurances agréées en vue de couvrir la valeur des biens contre tous les risques liés notamment au transport maritime aux opérations de transit ainsi qu'à tous les autres risques et ceux jusqu'à leur acheminement dans le pays de l'EMPRUNTEUR et leur livraison sur le site du Projet. Les montants de ces polices d'assurance seront conformes aux usages commerciaux établis en la matière. En cas de sinistre, le remboursement des sommes dues sera effectué dans la monnaie utilisée pour l'achat des biens assurés en toute autre monnaie librement convertible.

**Section 7.08 -**

L'EMPRUNTEUR prendra toutes les mesures appropriées pour l'obtention des terrains et des droits qui s'y rattachent nécessaires à l'exécution du Projet et fournira à la BANQUE, sur sa demande, la preuve permettant à la BANQUE de constater que ces terrains et ces droits sont disponibles pour la réalisation des objectifs du Projet.

**Section 7.09 -**

L'EMPRUNTEUR s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires permettant à l'Agence d'Exécution de réaliser le Projet sans entrave ni obstacle susceptible d'empêcher la bonne exécution du Projet ou l'application des termes et conditions du présent Accord. Il s'engage, en outre, à aviser à temps la BANQUE de la survenance de tout événement susceptible d'entraver la réalisation des objectifs du Prêt, à garantir la bonne utilisation du Prêt et à honorer tous ses engagements au titre du présent Accord.

**Section 7.10 -**

Tous les documents de la BANQUE ainsi que ses registres, et ses correspondances ainsi que tout autre document similaire doivent revêtir un caractère confidentiel, de la part de l'EMPRUNTEUR.

**ARTICLE -VIII**  
**RAPPORTS**

**Section 8.01 -**

(a) L'EMPRUNTEUR et la BANQUE coopéreront étroitement en vue d'atteindre les objectifs du Prêt. A cet effet, chacune des deux parties fournira à l'autre tous les renseignements relatifs à la situation générale du Prêt et ce, dans la limite du raisonnable. Ces renseignements fournis par l'EMPRUNTEUR doivent comprendre la situation économique et financière prévalant dans le pays de l'EMPRUNTEUR ainsi que les renseignements relatifs à la balance de paiement.

(b) L'EMPRUNTEUR et la BANQUE échangeront, périodiquement par le biais de leurs représentants respectifs, leurs points de vue sur tout ce qui concerne les questions relatives aux objectifs et à la bonne utilisation du Prêt ainsi qu'à l'application par l'EMPRUNTEUR de ses obligations stipulées dans le présent Accord.

**Section 8.02 -**

(a) L'EMPRUNTEUR s'engage à présenter ou à faire présenter à la BANQUE, à l'entière satisfaction de celle-ci, dans les délais impartis les rapports ci-après :

- (i) les rapports sur l'exécution du Projet dont les modalités sont à déterminer périodiquement par la BANQUE, rapports devant être présentés au plus tard dans les quinze (15) jours suivant chaque trimestre ou toute autre période déterminée par la BANQUE.
- (ii) tous autres rapports que la BANQUE pourra raisonnablement demander au sujet de l'utilisation des sommes prêtées et de l'avancement des travaux.
- (iii) dès l'achèvement du Projet, mais, en aucun cas, au-delà de trois (3) mois après la date limite de décaissement ou une date ultérieure convenue entre l'EMPRUNTEUR et la

BANQUE un Rapport d'Exécution du Projet, dont la portée et le contenu correspondront aux exigences raisonnablement formulées par la BANQUE.

(b) Tous les documents définis à la présente section seront, certifiés si la BANQUE le souhaite, selon les modalités qu'elle pourra raisonnablement demander.

## ARTICLE - IX

### ENTRÉE EN VIGUEUR ET DATE D'ENGAGEMENT

#### Section 9.01 - Entrée en vigueur -

Le présent Accord n'entrera en vigueur que :

(a) 1 - Lorsque la BANQUE aura reçu une preuve satisfaisante que la conclusion et l'exécution du présent Accord au nom de l'EMPRUNTEUR ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les autorités gouvernementales compétentes, selon les formalités requises.

2 - Lorsque l'EMPRUNTEUR fournira à la BANQUE une Consultation Juridique émise par une autorité juridique officielle acceptable par la BANQUE et attestant que l'Accord de Prêt a été légalement conclu par l'EMPRUNTEUR, valablement ratifiées et signé à bon droit par délégation de l'EMPRUNTEUR et que l'Accord conformément à ses dispositions engage l'EMPRUNTEUR.

(b) Lorsque le Ministère des Finances ou toute autorité gouvernementale dûment autorisée par l'EMPRUNTEUR aura adressé à l'Organisme, chargé du remboursement de la dette de l'EMPRUNTEUR une lettre d'autorisation comportant des instructions du dit Ministère du dit Organisme que les paiements du montant du Prêt ainsi que les charges administratives dans le cadre du présent Accord de Prêt devront être effectués par la Banque Centrale à l'échéance. Une copie de cette lettre d'autorisation de même qu'un accusé de réception du dit Organisme de l'EMPRUNTEUR seront adressées à la BANQUE pour lui permettre de constater que l'échange des correspondances précitées a bien eu lieu.

**Section 9.02 - Date d'engagement -**

La date d'engagement est la date de signature du présent Accord.

**ARTICLE X**  
**EXTINCTION DE L'ACCORD POUR SA NON**  
**DÉCLARATION EN VIGUEUR**

Si jusqu'à la date du 26/05/1999 le présent Accord n'est pas déclaré en vigueur, il y est mis fin ainsi qu'à toutes les obligations des parties. Toutefois, la BANQUE peut, après examen favorable des raisons du retard d'entrée en vigueur, proroger la date sus-indiquée et la notifier à l'EMPRUNTEUR.

**ARTICLE XI**  
**DISPOSITIONS DIVERSES**

**Section 11.01 - Représentants autorisés -**

Le Ministre du Plan, de la Restructuration Économique et de la Promotion de l'Emploi de l'EMPRUNTEUR et toute ou toutes personne(s) qu'il aura désignée(s) par écrit comme étant son (ou ses) représentant(s) sont considérés comme les représentants autorisé(s) de l'EMPRUNTEUR aux fins de la Section 10.03 des Conditions Générales.

**Section 11.02 - Date de l'Accord -**

Aux fins du présent Accord, la date de l'Accord est celle qui figure en préambule.

**Section 11.03 - Adresses -**

Les adresses suivantes sont précisées pour les fins de la Section 10.01 des Conditions Générales.

Pour l'EMPRUNTEUR

Ministère du Plan, de la restructuration Économique  
et de la Promotion de l'Emploi

B.P. 342 **COTONOU** - République du Bénin

Fax : 30166

Télex : 5118 MIPLAN CTNOU

Pour la Banque Islamique de Développement

B.P. 5925 DJEDDAH, 21432

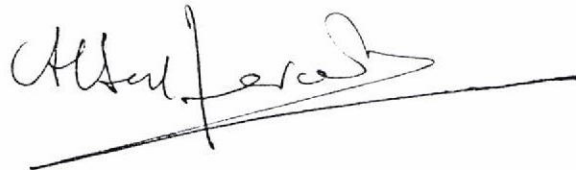
Royaume d'Arabie Séoudite

Adresse télégraphique : BANKISLAMI - DJEDDAH

Télex N° 401137 ISDB SJ.

En foi de quoi, la BANQUE et l'EMPRUNTEUR agissant par l'entremise de leurs représentants autorisés, ont signé le présent Accord à la date indiquée en préambule du présent Accord.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN



**Mr. Albert Tevoedjre**

**Ministre du Plan, de la Restructuration Economique  
et de la Promoton de l'Emploi**

POUR LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT



**Dr. AHMED MOHAMED ALI**  
**PRESIDENT DE LA BID**

**N.B.** : (Le texte original du présent Accord est signé en Arabe avec la certitude qu'il a été entièrement traduit en bonne et due forme en Français).

**ANNEXE I A**  
**REMBOURSEMENT DU MONTANT DU PRÊT PRÉLEVÉ**  
**SUR LES RESSOURCES ORDINAIRES DE LA BANQUE**

| N° | Date de paiement | Montant en D.I. |
|----|------------------|-----------------|
| 1  | 31/12/1998       | -               |
| 2  | 30/06/1999       | -               |
| 3  | 31/12/1999       | -               |
| 4  | 30/06/2000       | -               |
| 5  | 31/12/2000       | -               |
| 6  | 30/06/2001       | -               |
| 7  | 31/12/2001       | -               |
| 8  | 30/06/2002       | -               |
| 9  | 31/12/2002       | -               |
| 10 | 30/06/2003       | -               |
| 11 | 31/12/2003       | -               |
| 12 | 30/06/2004       | -               |
| 13 | 31/12/2004       | -               |
| 14 | 30/06/2005       | -               |
| 15 | 31/12/2005       | -               |
| 16 | 30/06/2006       | 105.833         |
| 17 | 31/12/2006       | 105.833         |
| 18 | 30/06/2007       | 105.833         |
| 19 | 31/12/2007       | 105.833         |
| 20 | 30/06/2008       | 105.833         |
| 21 | 31/12/2008       | 105.833         |
| 22 | 30/06/2009       | 105.833         |
| 23 | 31/12/2009       | 105.833         |
| 24 | 30/06/2010       | 105.833         |
| 25 | 31/12/2010       | 105.833         |
| 26 | 30/06/2011       | 105.833         |
| 27 | 31/12/2011       | 105.833         |
| 28 | 30/06/2012       | 105.833         |
| 29 | 31/12/2012       | 105.833         |
| 30 | 30/06/2013       | 105.833         |
| 31 | 31/12/2013       | 105.833         |
| 32 | 30/06/2014       | 105.833         |
| 33 | 31/12/2014       | 105.833         |
| 34 | 30/06/2015       | 105.833         |
| 35 | 31/12/2015       | 105.833         |
| 36 | 30/06/2016       | 105.833         |

.../...

| N°    | Date de paiement | Montant en D.I. |
|-------|------------------|-----------------|
| 37    | 31/12/2016       | 105.833         |
| 38    | 30/06/2017       | 105.833         |
| 39    | 31/12/2017       | 105.833         |
| 40    | 30/06/2018       | 105.833         |
| 41    | 31/12/2018       | 105.833         |
| 42    | 30/06/2019       | 105.833         |
| 43    | 31/12/2019       | 105.833         |
| 44    | 30/06/2020       | 105.833         |
| 45    | 31/12/2020       | 105.833         |
| 46    | 30/06/2021       | 105.833         |
| 47    | 31/12/2021       | 105.833         |
| 48    | 30/06/2022       | 105.833         |
| 49    | 31/12/2022       | 105.833         |
| 50    | 30/06/2023       | 105.833         |
| 51    | 31/12/2023       | 105.845         |
| TOTAL |                  | 3.810.000       |

**ANNEXE - I B**

**PAIEMENT DES CHARGES ADMINISTRATIVES SE RAPPORTANT  
AU PRÊT PRÉLEVÉ SUR LES RESSOURCES ORDINAIRES DE LA BANQUE**

| N° | Date de paiement | Montant en D.I. |
|----|------------------|-----------------|
| 1  | 30/06/1999       | 4.958           |
| 2  | 31/12/1999       | 4.958           |
| 3  | 30/06/2000       | 4.958           |
| 4  | 31/12/2000       | 29.748          |
| 5  | 30/06/2001       | 29.748          |
| 6  | 31/12/2001       | 29.748          |
| 7  | 30/06/2002       | 29.748          |
| 8  | 31/12/2002       | 29.748          |
| 9  | 30/06/2003       | 20.823          |
| 10 | 31/12/2003       | 20.823          |
| 11 | 30/06/2004       | 20.823          |
| 12 | 31/12/2004       | 20.823          |
| 13 | 30/06/2005       | 20.823          |
| 14 | 31/12/2005       | 20.823          |
| 15 | 30/06/2006       | 20.823          |
| 16 | 31/12/2006       | 20.823          |
| 17 | 30/06/2007       | 20.823          |
| 18 | 31/12/2007       | 20.835          |
|    |                  | 371.856         |

DD-W95-ACPBENIN  
11/01/1998.EA.

**ANNEXE - I C**  
**REMBOURSEMENT DU MONTANT DU PRÊT PRÉLEVÉ**  
**SUR LE COMPTE SPÉCIAL POUR LES PAYS MEMBRES**  
**DE LA BANQUE LES MOINS DÉVELOPPES**

| N° | Date de paiement | Montant en D.I. |
|----|------------------|-----------------|
| 1  | 31/12/1998       |                 |
| 2  | 30/06/1999       |                 |
| 3  | 31/12/1999       |                 |
| 4  | 30/06/2000       |                 |
| 5  | 31/12/2000       |                 |
| 6  | 30/06/2001       |                 |
| 7  | 31/12/2001       |                 |
| 8  | 30/06/2002       |                 |
| 9  | 31/12/2002       |                 |
| 10 | 30/06/2003       |                 |
| 11 | 31/12/2003       |                 |
| 12 | 30/06/2004       |                 |
| 13 | 31/12/2004       |                 |
| 14 | 30/06/2005       |                 |
| 15 | 31/12/2005       |                 |
| 16 | 30/06/2006       |                 |
| 17 | 31/12/2006       |                 |
| 18 | 30/06/2007       |                 |
| 19 | 31/12/2007       |                 |
| 20 | 30/06/2008       |                 |
| 21 | 31/12/2008       |                 |
| 22 | 30/06/2009       | 49.000          |
| 23 | 31/12/2009       | 49.000          |
| 24 | 30/06/2010       | 49.000          |
| 25 | 31/12/2010       | 49.000          |
| 26 | 30/06/2011       | 49.000          |
| 27 | 31/12/2011       | 49.000          |
| 28 | 30/06/2012       | 49.000          |
| 29 | 31/12/2012       | 49.000          |
| 30 | 30/06/2013       | 49.000          |
| 31 | 31/12/2013       | 49.000          |
| 32 | 30/06/2014       | 49.000          |
| 33 | 31/12/2014       | 49.000          |
| 34 | 30/06/2015       | 49.000          |
| 35 | 31/12/2015       | 49.000          |
| 36 | 30/06/2016       | 49.000          |

| N°    | Date de paiement | Montant en D.I. |
|-------|------------------|-----------------|
| 37    | 31/12/2016       | 49.000          |
| 38    | 30/06/2017       | 49.000          |
| 39    | 31/12/2017       | 49.000          |
| 40    | 30/06/2018       | 49.000          |
| 41    | 31/12/2018       | 49.000          |
| 42    | 30/06/2019       | 49.000          |
| 43    | 31/12/2019       | 49.000          |
| 44    | 30/06/2020       | 49.000          |
| 45    | 31/12/2020       | 49.000          |
| 46    | 30/06/2021       | 49.000          |
| 47    | 31/12/2021       | 49.000          |
| 48    | 30/06/2022       | 49.000          |
| 49    | 31/12/2022       | 49.000          |
| 50    | 30/06/2023       | 49.000          |
| 51    | 31/12/2023       | 49.000          |
| 52    | 30/06/2024       | 49.000          |
| 53    | 31/12/2024       | 49.000          |
| 54    | 30/06/2025       | 49.000          |
| 55    | 31/12/2025       | 49.000          |
| 56    | 30/06/2026       | 49.000          |
| 57    | 31/12/2026       | 49.000          |
| 58    | 30/06/2027       | 49.000          |
| 59    | 31/12/2027       | 49.000          |
| 60    | 30/06/2028       | 49.000          |
| 61    | 31/12/2028       | 49.000          |
| TOTAL |                  | 1.960.000       |

**ANNEXE - I D**

**PAIEMENT DES CHARGES ADMINISTRATIVES SE RAPPORTANT**  
**AU PRÊT PRÉLEVÉ SUR LE COMPTE SPÉCIAL POUR LES PAYS MEMBRES**  
**DE LA BANQUE LES MOINS DÉVELOPPES**

| N°    | Date de paiement | Montant en D.I. |
|-------|------------------|-----------------|
| 1     | 30/06/1999       | 2.550           |
| 2     | 31/12/1999       | 2.550           |
| 3     | 30/06/2000       | 2.550           |
| 4     | 31/12/2000       | 15.303          |
| 5     | 30/06/2001       | 15.303          |
| 6     | 31/12/2001       | 15.303          |
| 7     | 30/06/2002       | 15.303          |
| 8     | 31/12/2002       | 15.303          |
| 9     | 30/06/2003       | 10.712          |
| 10    | 31/12/2003       | 10.712          |
| 11    | 30/06/2004       | 10.712          |
| 12    | 31/12/2004       | 10.712          |
| 13    | 30/06/2005       | 10.712          |
| 14    | 31/12/2005       | 10.712          |
| 15    | 30/06/2006       | 10.712          |
| 16    | 31/12/2006       | 10.712          |
| 17    | 30/06/2007       | 10.712          |
| 18    | 31/12/2007       | 10.723          |
| TOTAL |                  | 191.296         |

## ANNEXE - II

### DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet consiste en la construction et l'équipement de deux Centres de formation professionnelle à Parakou et à Porto-Novo.

#### **1 - Centre de formation professionnelle de Parakou**

a) La capacité de ce Centre de formation agricole est de 270 élèves avec pension complète. Il comprend :

- 1 bloc administratif de 12 bureaux, une librairie, une clinique et un atelier de maintenance des bâtiments et équipements.
- 3 Dortoirs pour 270 lits, une cuisine, un restaurant, une buanderie et un foyer.
- 14 salles de classe pour l'enseignement général.
- 3 hangars atelier, maintenance des équipements agricoles, un poulailler, une étable, une unité agro-industrielle et stockage des équipements.
- 5 logements pour la direction du centre de formation.
- Équipement et mobilier.
- Stage des enseignants destinés à prendre en charge l'enseignement à l'école.
- Assistance technique pour la préparation des programmes et de la liste des équipements nécessaires.
- Études et supervision.

b) La surface totale construite est estimée à 5.600 m<sup>2</sup>.

#### **2 - Centre de formation professionnelle de Porto-Novo**

a) La capacité de ce centre de formation dans les techniques industrielles est de 270 élèves avec pension complète. Il comprend :

- 1 bloc administratif avec 12 bureaux, une librairie, une clinique et un atelier pour la maintenance des bâtiments et des équipements.
- 3 Dortoirs d'une capacité de 270 lits, une cuisine, un restaurant.
- 14 salles de classe pour l'enseignement général.
- 3 hangars comme ateliers d'électrotechnique, de génie civil, d'électronique, de froid, de maintenance de voitures, de maintenance industrielle et de mécanique générale.
- 5 logements pour le personnel de direction de l'école.
- Équipement et mobilier.
- Stage de formation du personnel enseignant.
- Assistance Technique pour la préparation des programmes et de la liste des équipements.
- Études et supervision.

b) La surface totale construite est estimée à 5.800 m<sup>2</sup>.

ANNEXE - III  
MODALITÉS DE DÉCAISSEMENT

Le plan de financement du Projet se présente comme suit :

en millions de Dollars Américains

| FINANCIERS   | DEVISE \$ | MONNAIE LOCALE | TOTAL | %     |
|--------------|-----------|----------------|-------|-------|
| BID          | 9,00      | 0,20           | 9,20  | 90    |
| GOUVERNEMENT | -         | 1,00           | 1,00  | 10    |
|              | -----     | -----          | ----- | ----- |
|              | 9,00      | 1,20           | 10,20 | 100   |

La Banque finance le coût en devise et une partie du coût en monnaie locale représentant 90 % du coût total du Projet. Le Gouvernement prendra en charge 10 % du coût du Projet.